



THE OTHER NARRATIVE NEWSLETTER



Néocolonialisme et exploitation des ressources

L'expansion des pratiques néocoloniales des Émirats arabes unis en Afrique a suscité à juste titre l'indignation de la population du continent. Alors que d'autres puissances néocoloniales ont fait l'objet d'un examen minutieux, l'implication des Émirats arabes unis n'a pas reçu l'attention qu'elle méritait jusqu'à récemment.

Les EAU ont cherché à exploiter des ressources naturelles précieuses, en particulier au Soudan et en République démocratique du Congo (RDC), qui regorgent de minéraux tels que l'or, les diamants, le cuivre, le cobalt et le coltan. Elle parvient à obtenir, dans des conditions obscures, des accords d'exploitation favorables. L'un de ces accords est le contrat de 1,9 milliard de dollars qui lui permet d'avoir le monopole complet d'au moins quatre mines dans l'est du Soudan. Cet accord, signé entre le groupe Primera d'Abu Dhabi (qui obtient le droit exclusif d'exporter de l'or extrait à la main au taux d'imposition exceptionnellement favorable de 0,25 %) et la société d'État Sakim, permet aux Émirats arabes unis d'accéder à l'étain, au tantale, au tungstène et à l'or. Bien que ce système soit présenté comme une solution pour lutter contre « la contrebande et les pertes substantielles de recettes fiscales », il convient de noter que l'or africain de contrebande trouve toujours le chemin de Dubaï.

Les bénéfices économiques générés par ces ressources naturelles atteignent rarement les communautés locales, ce qui perpétue le cycle de la pauvreté et du sous-développement et, dans certains cas, la poursuite des conflits et de l'instabilité. Cette situation fait écho à l'héritage historique du colonialisme européen, puisque les anciennes et nouvelles puissances coloniales continuent d'exercer une influence économique et politique en Afrique.

Le Soudan
L'engagement des Émirats arabes unis au Soudan ne se limite pas à de simples activités économiques.



Dans le contexte du conflit actuel entre les forces armées soudanaises (SAF) et les forces paramilitaires de soutien rapide (RSF), qui a entraîné une grave crise humanitaire et le déplacement de millions de personnes, les Émirats arabes unis ont activement contribué à l'escalade des hostilités.

En fournissant des armes, un soutien financier et un appui diplomatique, les Émirats arabes unis ont renforcé les forces paramilitaires des FSR, dont les mercenaires sont recrutés dans les pays voisins. Cette intervention risque d'entraîner des changements démographiques à long terme au Soudan. Les FAR sont connues pour leurs crimes de guerre inhumains, notamment les massacres, les violences sexuelles et les déplacements forcés. Il est également important de noter que, malgré leurs perspectives divergentes, les États-Unis et le Royaume-Uni ont tous deux utilisé les Émirats arabes unis comme intermédiaire stratégique pour sauvegarder leurs intérêts communs dans le pays.

La Libye

Les Émirats arabes unis (EAU) se sont activement impliqués dans le conflit libyen en fournissant une aide militaire, un financement et un soutien logistique à l'armée nationale libyenne (ANL) dirigée par Khalifa Haftar. Ce soutien est motivé par les intérêts géopolitiques des Émirats arabes unis en Afrique du Nord, dans le but de gagner en influence dans la région. En soutenant Haftar, les EAU ont contribué à prolonger le conflit et à compliquer les efforts en vue d'une résolution pacifique. De nombreux Libyens estiment que l'implication des Émirats arabes unis exacerbe les divisions au sein de la Libye et sape les efforts internationaux en faveur de la stabilité et de la réconciliation dans le pays.

L'Éthiopie

Depuis 2020, le gouvernement éthiopien utilise des armes et des drones fournis par les Émirats arabes unis contre divers groupes rebelles exigeant la fin de la répression brutale d'Addis-Abeba, qui semble faire écho aux trois décennies passées sous le régime du TPLF. Cette répression a fait de nombreuses victimes civiles et a entraîné des destructions massives. Des analystes indépendants ont minutieusement documenté de nombreux cas d'attaques et d'assassinats aveugles, soulevant de graves inquiétudes quant à l'implication secrète des Émirats arabes unis dans les nombreux conflits du pays. Cette implication a non seulement exacerbé la violence armée, mais a également contribué à l'une des crises humanitaires les plus graves de l'histoire récente, entraînant le déplacement de millions de personnes qui ont un besoin urgent d'assistance.

L'influence considérable des Émirats arabes unis en Éthiopie, que certains perçoivent comme une forme de mainmise sur l'État, a contribué aux tensions et aux conflits dans la région de la Corne de l'Afrique. Les investissements substantiels des EAU dans des secteurs clés et leur soutien financier ont créé une situation dans laquelle le gouvernement fédéral éthiopien est fortement dépendant et influencé par les intérêts et les plans des EAU pour la région. Ce niveau d'implication est considéré comme une manœuvre stratégique des EAU visant à saper la stabilité régionale, en exploitant les conflits internes de l'Éthiopie pour affirmer leur domination et faire contrepoids à d'autres puissances influentes. Le soutien des EAU a exacerbé la méfiance et les rivalités entre les acteurs régionaux, compliquant davantage les efforts de paix et de coopération dans cette région instable.

La Somalie

Diverses parties prenantes somaliennes et des observateurs internationaux ont suggéré que l'implication des Émirats arabes unis dans le pays pourrait contribuer aux conflits en cours plutôt que de promouvoir la stabilité et le développement.

En 2018, le gouvernement central de la Somalie a confisqué 10 millions de dollars dans un avion appartenant aux Émirats arabes unis (EAU), alléguant que les fonds étaient destinés à influencer et à obtenir le soutien de politiciens régionaux. Cet incident a mis en lumière l'implication controversée des Émirats arabes unis dans les affaires politiques internes de la Somalie, qui a été perçue comme une tentative de saper le gouvernement fédéral et de renforcer les différentes enclaves au sein du pays.

En outre, les EAU fournissent un soutien financier direct et des armes à plus de 15 000 soldats des troupes du gouvernement fédéral, ainsi qu'à ceux des régions du Puntland, du Somaliland et du Jubaland en Somalie, contribuant ainsi à la violence et à l'instabilité qui règnent dans le pays.

En outre, des inquiétudes ont été exprimées concernant l'acquisition agressive par les EAU de ports dans la Corne de l'Afrique, en particulier l'acquisition irrégulière de Berbera et de Bosaso en Somalie. Ces actions n'ont pas été coordonnées avec le gouvernement fédéral, ce qui pourrait constituer une violation du droit international et porter atteinte à la souveraineté de la Somalie.

En outre, les Émirats arabes unis ont fait pression pour la mise en œuvre d'un protocole d'accord entre le groupe séparatiste de la région du Somaliland et l'Éthiopie. De l'avis général, ce protocole est considéré comme illégal et porte atteinte à l'intégrité territoriale et à l'indépendance politique de la Somalie.

Djibouti

Djibouti, situé le long des routes maritimes très fréquentées, a fait l'objet de l'intérêt des Émirats arabes unis. En 2018, Djibouti a mis fin à un accord de gestion portuaire avec les Émirats arabes unis, alléguant que ces derniers exerçaient une influence économique indue pour prendre le contrôle et porter atteinte à la souveraineté. Cette action a donné lieu à un différend juridique prolongé et à une détérioration des relations diplomatiques.

Ces dernières années, les Émirats arabes unis (EAU) ont étendu leur influence en Afrique. Toutefois, cette implication est controversée en raison des inquiétudes suscitées par l'ingérence et l'interventionnisme des Émirats arabes unis, l'exploitation impitoyable des ressources naturelles et d'autres pratiques similaires qui leur ont valu d'être qualifiés de puissance néocoloniale émergente.

Mapping UAE's Port Presence in Africa

Connectivity and Geostrategy



Sources: Bloomberg 2021, notes from the author

ISPI

La stratégie de la chaîne des ports

Au cours de la dernière décennie, d'importantes entités émiraties, dont DP World, basée à Dubaï, et AD Ports, basée à Abu Dhabi, ont cherché à étendre leur empreinte mondiale dans les principaux ports d'Afrique.

Ces initiatives stratégiques visent à assurer la prééminence de l'infrastructure portuaire des Émirats arabes unis sur les ports régionaux concurrents.

Toutefois, des inquiétudes ont été exprimées quant à la violation potentielle des principes constitutionnels, de la souveraineté nationale et de la sécurité des pays hôtes.

L'expansion territoriale affirmée des Émirats arabes unis, y compris l'apport d'un soutien financier aux milices et aux groupes rebelles, a été associée à une augmentation des conflits et de l'instabilité sur le continent africain.

Compte tenu des implications de ces actions, il est impératif que les pays impliqués dans de tels accords néocoloniaux, ainsi que ceux qui envisagent des arrangements similaires, accordent une attention urgente aux conséquences potentielles avant de s'engager dans de tels partenariats.

Acquisition de terres et déplacement des populations

Le cheikh Ahmed Dalmook al-Maktoum, figure éminente de la famille régnante de Dubaï, s'est engagé dans de vastes acquisitions de terres dans plusieurs pays africains par l'intermédiaire de sa société, Blue Carbon.

Ces acquisitions, apparemment réalisées dans le cadre d'initiatives de compensation des émissions de carbone, englobent des portions substantielles de terres forestières au Zimbabwe (jusqu'à 20 %, soit l'équivalent de 7,5 millions d'hectares), au Liberia (10 %), en Zambie (10 %) et en Tanzanie (8 %).

Collectivement, ces acquisitions couvrent une superficie impressionnante de 25 millions d'hectares, soit plus que le Royaume-Uni lui-même. En revanche, les Émirats arabes unis ne possèdent que 160 000 hectares de terres cultivables.

Cette disparité frappante a suscité l'inquiétude des parties prenantes quant aux conséquences potentielles sur les droits locaux, la biodiversité et le bien-être général des communautés concernées.

En outre, les effets négatifs de ces acquisitions de terres se sont déjà manifestés par le déplacement de communautés indigènes Masai en raison de l'appropriation de terres pour des entreprises de chasse au trophée au Kenya et en Tanzanie.

Ces développements soulignent le coût humain associé à de telles entreprises et nécessitent une évaluation complète de leur impact social et environnemental.

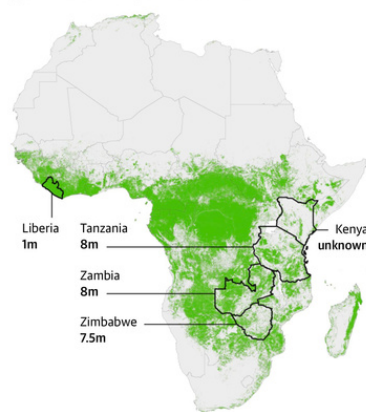
En ce qui concerne l'accueil de la COP28 par les Émirats arabes unis, il est important de noter que les accords en question sont présentés comme un moyen de faciliter l'action climatique.

Dans le cadre de l'Accord de Paris sur le climat, de nombreux pays se sont engagés à atteindre des émissions nettes de carbone nulles. Par conséquent, toute entité cherchant à compenser sa pollution peut désormais investir dans des projets respectueux de l'environnement, tels que les forêts, et recevoir les « crédits carbone » correspondants.

Pour illustrer l'exploitation potentielle de ces accords, prenons le cas du Liberia. En vertu de cet accord, le Liberia accorde l'accès à un million d'hectares de terres sur une période de 30 ans, tandis que la société Blue Carbon des Émirats arabes unis conserve 70 % des ventes de crédits. Il est essentiel d'évaluer la rentabilité de cet accord du point de vue du Liberia.

Blue Carbon deals in Africa

- Tree cover in 2021
- Countries with deals, deal size in hectares



Guardian graphic. Source: Guardian Research, Impact Observatory for Esri, Sentinel-2



Les avant-postes militaires des EAU

IAfin de préserver leurs intérêts économiques et politiques croissants dans les voies navigables de la mer Rouge et en Afrique, les Émirats arabes unis ont établi, à un moment ou à un autre depuis le milieu des années 2010, des avant-postes militaires dans huit pays africains. Les bases sont généralement entourées de secret et, dans ce qui semble être un effort pour minimiser leurs propres dépenses financières, elles sont généralement construites à partir de zéro, développées à partir d'installations existantes ou utilisées temporairement par les Émiratis dans des pays alliés.

Depuis l'année dernière, cependant, les Émirats arabes unis ont plus ouvertement commencé à établir des bases militaires à part entière dans des lieux stratégiques. Outre leur base d'Abd Al Kuri, ils ont commencé à construire des installations à Kismayo, en Somalie, et à Amdjarass, au Tchad, à la frontière avec le Soudan. Il est intéressant de noter que la construction de ces avant-postes ou bases est généralement précédée d'une formation militaire et d'accords de coopération avec les forces locales, et qu'elle est présentée comme des efforts de collaboration visant à « maintenir la stabilité régionale ».

Les Émirats arabes unis à la conquête de l'Afrique

Les Émirats arabes unis (EAU) semblent utiliser les pays africains comme source de sécurité alimentaire, d'accès aux minerais essentiels et de marché de consommation en expansion. Ils servent également de facilitateur pour les anciennes puissances coloniales et les entités néocoloniales contemporaines, ce qui nécessite une analyse approfondie.

L'engagement caustique des Émirats arabes unis en Afrique, illustré par la récente tentative d'inciter l'Afrique du Sud à retirer sa plainte contre Israël concernant le génocide de Gaza, souligne l'évolution du rôle des Émirats arabes unis dans les affaires continentales.

Cet engagement a pour double objectif de renforcer l'influence des Émirats arabes unis et de contrer, pour les intérêts occidentaux, la présence croissante de la Chine et de la Russie dans la région.

Alors que les Émirats arabes unis étendent leur influence, le continent doit trouver un équilibre délicat entre le développement et les partenariats qui alimentent l'instabilité de ses États membres. Les pays africains doivent veiller à ce que les progrès profitent à leurs propres citoyens et non à des retardataires opportunistes.

